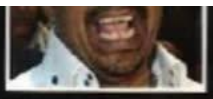
PRESSE L'AFFAIRE DU ROTAVIRUS



KHALED : «MOHAMMED VI EST MON AMI»

# TELQUEL

■ N°389. Du 12 au 18 septembre 2009. 15 DH. 3 €

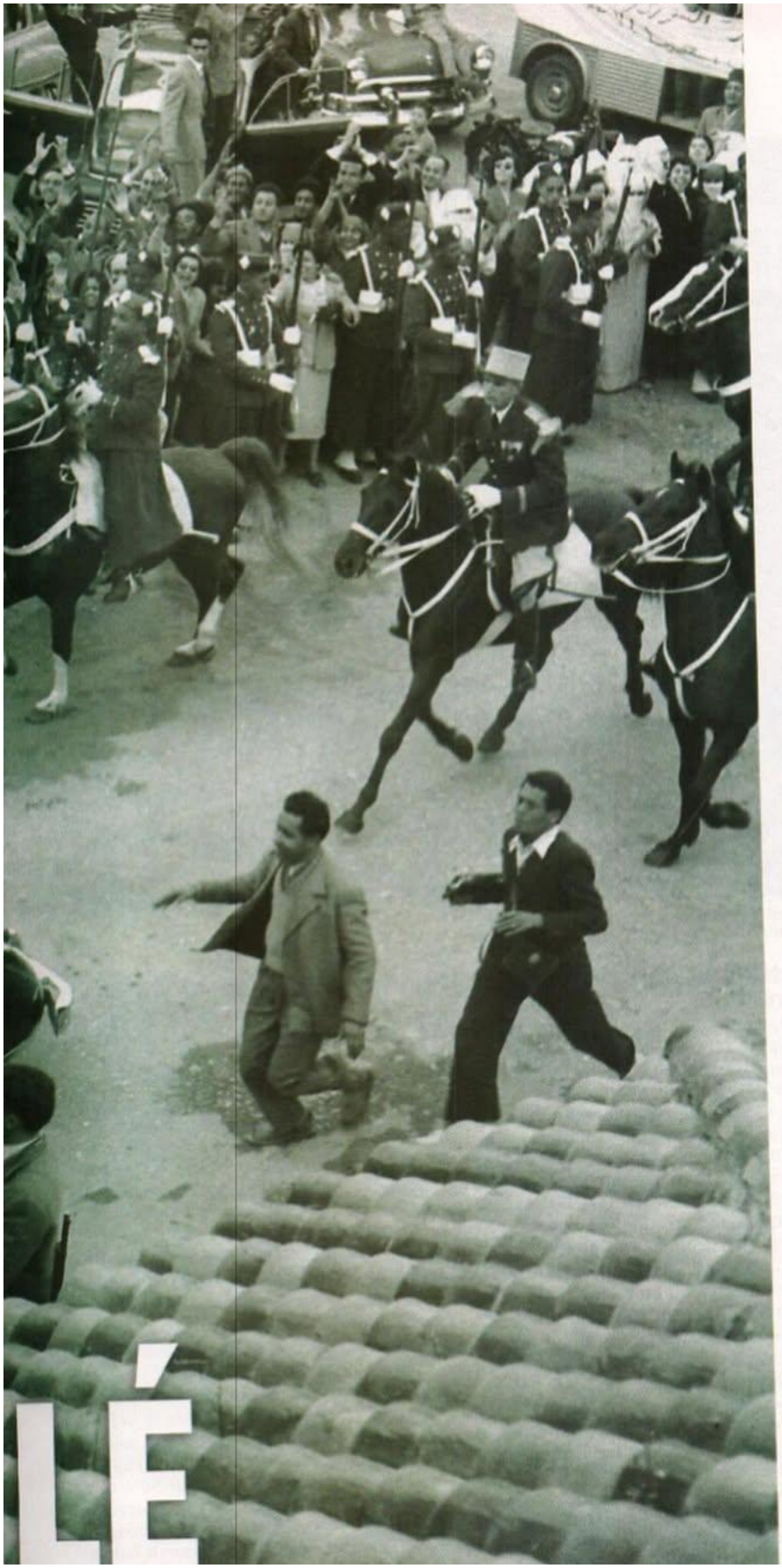
LE MAROC TEL QU'IL EST

HISTOIRE

# LE COUP D'ETAT DE MOULAY HASSAN

**Comment, 5 ans avant la mort de son père, le prince héritier avait déjà pris le pouvoir.**

**1956-1961**
**Chronique d'une époque où tout a basculé**



# LÉ

**Les lendemains de l'indépendance n'ont pas été une aventure tranquille. Pendant cinq ans, face à des gouvernements dominés par l'Istiqlal, la monarchie a joué son va-tout. En 1959, pour la première fois, l'aile gauche du parti indépendantiste accédait au pouvoir. C'est alors que le prince héritier Moulay Hassan entre en jeu, refermant la "parenthèse" de la gauche et prenant, déjà, le contrôle du pays.**

PAR **SOULEÏMAN BENCHEIKH**

Les premières années de l'indépendance sont celles où tout était possible, celles où s'est joué le sort de la dynastie alaouite, et où s'est noué le destin de la gauche marocaine. Le 2 mars 1956, la France reconnaît l'indépendance du royaume. L'Istiqlal qui, grâce au symbole monarchique, en est le grand artisan, quadrille le pays et concurrence l'autorité du sultan. Mohammed V, qui était en exil à Madagascar, est rentré le 16 novembre 1955, dans un royaume où l'Istiqlal fait sa propre police et se substitue en partie à l'Etat. Ce sont d'ailleurs des militants aux couleurs de l'Istiqlal – ils sont près de 16 000 – qui assurent le service d'ordre lors de l'arrivée du sultan à Rabat. Observant la reconstruction à marche forcée de l'Etat marocain, Jean Lacouture écrit : *"Partout l'autorité centrale semble s'exercer quand bien même elle tend à se confondre, chaque jour davantage, avec celle de l'Istiqlal. La conquête de l'appareil d'Etat par ce groupement majoritaire ne va pas sans évoquer le processus d'installation d'un parti unique, et ne fait pas toujours augurer favorablement de l'avenir des libertés au Maroc"* (Le Maroc à l'épreuve, coécrit avec Simone Lacouture).

AFP

**Nominations.** Le 27 octobre 1956, Mohammed V forme le premier gouvernement marocain, dirigé par Mbarek Bekkaï, un des rares pachas à avoir contesté la déposition du sultan en 1953.

**A 24 heures de l'indépendance, l'assassinat de Touria Chaoui, première aviatrice marocaine, témoigne du désordre généralisé et de la confusion d'un pays qui se cherche.**

## La gauche, cette menace

En fait, le parti de Allal El Fassi est alors un Etat dans l'Etat, d'autant plus menaçant pour la monarchie qu'il compte en son sein une frange importante de militants de gauche qui revendiquent le pouvoir pour le peuple et la création rapide d'institutions démocratiques. Dans l'intérêt bien compris des Alaouites, Mohammed V n'a de cesse de défendre ses prérogatives face à ce mouvement. Agissant déjà au grand jour, le prince Moulay Hassan n'aura pas la diplomatie de son père et sera toujours l'ardent défenseur de la méthode forte. Résultat : en quelques années, il devient l'ennemi numéro 1 d'une bonne partie des combattants de l'indépendance et s'aliène toute la frange gauchisante de l'Istiqlal qui, en 1959, constituera l'Union nationale des forces populaires (UNFP).

C'est Mehdi Ben Barka, sans doute, qui incarne le mieux cette branche radicale. Il est alors l'un des plus jeunes leaders de l'Istiqlal. En 1956, il est élu à la tête de l'Assemblée nationale consultative (ANC), premier embryon de parlement du Maroc indépendant. Cette assemblée ne peut être saisie que par le roi et s'apparente plus à un conseil économique et social qu'à autre chose. Mais, pour Ben Barka, c'est un premier pas, et il remplit sa charge à plein temps. Même si l'ANC ne jouit d'aucune compétence délibérative, Ben Barka parle au sultan, dans un des avis qu'il lui rend, de *"directives qui, nous le pensons, traduisent les aspirations de votre peuple"*. Mais son activisme, ses voyages à l'étranger, sa réception au Congrès lors d'un voyage à Washington en 1957 ne tardent pas à déranger le jeune prince héritier. D'autant que l'homme fait la preuve de sa capacité de mobilisation : à l'été 1957, il organise le plus grand rassemblement de jeunes jamais vu au Maroc. 11 000 jeunes sur 50 000 candidats sont sélectionnés pour construire une route de soixante kilomètres reliant Taounate, située dans l'ex-zone française, à Ketama, dans l'ex-zone espagnole. C'est la Route de l'unité.

*"Mehdi Ben Barka s'inspire des expériences yougoslave et chinoise de mobilisation de la jeunesse. Il veille à ce que toutes les provinces, toutes les sensibilités politiques et toutes les couches de la société soient représentées. Près de 90% des jeunes sont membres de l'Istiqlal et 6% appartiennent à d'autres partis : il s'agit de matérialiser l'unité naissante du pays"*, expliquent Zakya Daoud et Maâti Monjib dans *Ben Barka* (Mi-

chalon, 1996). Pourtant Ben Barka n'a alors de charge officielle qu'à l'ANC, une assemblée qu'il tente de faire vivre, mais qui ne dépend que du bon vouloir du souverain et qui traduit les réticences de ce dernier à s'engager trop vite sur la voie de la démocratisation. Le vrai pouvoir est entre les mains de Mohammed V qui délègue beaucoup à son fils, mais il échoit aussi, du moins dans les premières années, aux gouvernements nommés par le sultan (Mohammed V ne prendra le titre officiel de roi qu'en août 1957).

### Le temps des troubles

Le premier cabinet marocain est formé en décembre 1955, alors que ni la France ni l'Espagne n'ont encore officiellement reconnu l'indépendance du pays. Le gouvernement Mbarek Bekkaï compte 9 Istiqlaliens sur 21 ministres. Le PDI (Parti de la démocratie et de l'indépendance, historiquement le premier parti marocain) en obtient 6, tout comme le groupe des indépendants emmené par Ahmed Reda Guedira, un fidèle de Moulay Hassan. Bekkaï durera plus de deux ans avant de rendre son tablier. Mohammed V constitue alors, en mai 1958, un gouvernement istiqlalien homogène dirigé par Ahmed Balafrej. Dans les deux cabinets, c'est Abderrahim Bouabid qui prend en charge le ministère phare des Finances. Un pari risqué pour ce proche de Ben Barka, dans un contexte de crise post indépendance. Car, en effet, la situation n'est pas au beau fixe. L'historien Monjib explique : *"La crise financière menace d'asphyxier le pays. La France a mis fin à son appui financier. Lorsque Bouabid entre en fonction, fin octobre, les caisses du Trésor sont presque vides. Il bloque tous les engagements de dépenses"*.

Le choc de l'indépendance n'est pas qu'économique, loin s'en faut. Assassinats, attentats et complots jalonnent déjà la courte période du vrai règne de Mohammed V. Le 1er mars 1956, à 24 heures de l'indépendance, l'assassinat de Touria Chaoui, première aviatrice marocaine, témoigne du désordre généralisé et de la confusion d'un pays qui se cherche. Touria Chaoui, Istiqlalienne précoce, n'a pas plus de 18 ans lorsqu'elle émerge des bataillons indépendantistes. Elle a intégré l'Istiqlal cinq ans plus tôt et aurait pu occuper le devant de la scène si elle n'avait été assassinée dans des conditions restées mystérieuses. Les cas de règlements de compte sont nombreux. Ben Barka a lui même été soupçonné d'être à l'origine de la mort de Abbas Messaâdi, un des dirigeants de l'Armée de libération (AL). Ce dernier ambitionnait en effet de mettre la main sur l'AL pour doter l'Istiqlal d'un bras armé et concurrencer ainsi les Forces armées royales (FAR) créées en 1956 par Moulay Hassan.

Le soulèvement du Rif, en 1957 et 1958, durement réprimé par le prince héritier et Mohamed Oufkir, est peut-être l'illustration la plus frappante du climat insurrectionnel

## CHRONOLOGIE

# Comment tout a basculé

## Renaissance de l'Etat

Les premières années de l'indépendance sont celles de la création des principales institutions marocaines : le royaume se dote d'une monnaie, d'une armée, de sa première université...

- **Mars 1956**, la France reconnaît l'indépendance du Maroc.
- **Mai 1956**, constitution des Forces armées royales.
- **Octobre 1958**, entrée du Maroc à la Ligue arabe.
- **Décembre 1958**, sortie de la zone franc et création du dirham.
- **Janvier 1959**, création de l'université Mohammed V.

## Ebullition politique

Dominé en 1956 par l'hégémonisme de l'Istiqlal, le Maroc est, quelques années plus tard, engagé sur la voie d'un multipartisme qui profite à la monarchie.

- **Octobre 1956**, l'Istiqlal devient majoritaire dans le gouvernement Mbarek Bekkaï.
- **Mai 1958**, Ahmed Balafrej forme un gouvernement istiqlalien homogène.
- **Décembre 1958**, nomination du gouvernement Abdellah Ibrahim.
- **Janvier 1959**, l'aile gauche de l'Istiqlal fait scission.
- **Février 1959**, légalisation du Mouvement populaire de Mahjoubi Aherdane.
- **Septembre 1959**, congrès constitutif de l'UNFP.
- **Mai 1960**, renvoi du gouvernement Ibrahim et premières élections générales au Maroc. L'Istiqlal et l'UNFP récoltent plus de 60% des voix aux communales.

## Complots, révoltes et répression

La reconstruction du pays ne se fait pas sans heurts. Menacé par la frange de l'Istiqlal qui crée l'UNFP, Moulay Hassan laisse déjà augurer de ce que seront les années de plomb.

- **Juin 1956**, assassinat de Abbas Messaâdi, un des leaders de l'Armée de libération. Le doute plane sur Mehdi Ben Barka.
- **Mai-novembre 1958**, première répression dans le Rif.
- **Janvier 1959**, deuxième répression dans le Rif.
- **Décembre 1959**, Moulay Hassan fait démanteler un premier complot supposé de l'aile radicale de l'UNFP. Fqih Mohamed Basri et Abderrahmane Youssoufi sont arrêtés.
- **Janvier 1960**, menacé d'arrestation, Mehdi Ben Barka s'exile en France.
- **Février 1960**, le parti communiste marocain est interdit.

## D'un règne à l'autre

Moulay Hassan est très tôt associé au règne de son père. Si Mohammed V remporte le bras de fer avec l'Istiqlal, c'est Hassan II qui achèvera les derniers espoirs des indépendantistes.

- **Juillet 1957**, Moulay Hassan est intronisé prince héritier.
- **Août 1957**, le sultan Mohammed Ben Youssef prend le titre de roi, sous le nom de Mohammed V.
- **Avril 1958**, le roi proclame les étapes de la démocratisation.
- **Mai 1960**, le gouvernement Abdellah Ibrahim est renvoyé. Le nouveau gouvernement est dirigé par Mohammed V. Moulay Hassan en est le vice-président.
- **Février 1961**, décès accidentel de Mohammed V. Hassan II accède au trône.

DR

**Socialisme.** Abdellah Ibrahim (à gauche), ici avec Che Guevara et Abdelkhalek Torrès (autre leader nationaliste), restera jusqu'en 1997 le seul Premier ministre marocain à avoir faire partie de l'internationale socialiste.

**Aux yeux des Rifains, le cabinet Ibrahim, composé en majorité d'Istiqlaliens, est responsable de la répression menée dans le Rif.**

pendance. Stephen Smith écrit, avec un sens certain de la formule : *"La répression du Rif va fonder la sinistre réputation de Mohamed Oufkir. L'ancien officier de l'armée française est présenté comme le "boucher du Rif", initiant le prince Hassan, alors âgé de 29 ans"* (*Oufkir, un destin marocain*, Calmann Lévy, 1999). En l'absence de bilan comptable officiel, les sources divergent quant au coût humain de la guerre : entre 2000 et 8000 morts, selon les versions. Or, c'est justement à ce moment qu'est nommé le gouvernement de Abdellah Ibrahim, un des leaders de la centrale syndicale affiliée à l'Istiqlal (UMT). Ce sont ainsi Moulay Hassan et Abdellah Ibrahim qui entrent de concert dans Al Hoceïma "libérée" le 16 janvier 1959, après 10 jours d'opérations militaires. Mauvais début, semble-t-il, pour le premier homme de gauche à accéder à la tête du gouvernement : aux yeux des Rifains, son cabinet, composé en majorité d'Istiqlaliens, est responsable de la répression menée dans le Rif.

DR

**Rébellion.** Selon les versions, la guerre du Rif, réprimée par Moulay Hassan et Mohamed Oufkir, a fait entre 2000 et 8000 morts.

## Diviser pour régner

En ces lendemains d'indépendance, les sujets de dissension sont nombreux. Faut-il, oui ou non, continuer la lutte jusqu'à la libération de tout le territoire marocain, voire de tout le Maghreb ? Doit-on chasser les militaires français ? Doit-on s'orienter vers un parti unique, comme la plupart des pays nouvellement indépendants ? A chaque fois, la monarchie a tran-

GALERIE

# Ceux qui ont fait cette époque

## MOHAMMED V

Au moment de l'indépendance, le sultan Mohammed Ben Youssef a 56 ans, et il est sur le trône depuis 1927. Accueilli par une grande ferveur populaire à son retour d'exil en novembre 1955, son règne effectif de cinq ans (il prendra fin de manière inattendue le 26 février 1961) est marqué par le souci constant de ménager toutes les parties en conflit : ses "frères" nationalistes qui en ont fait une icône, les autorités françaises, soutien indispensable au jeune trône libéré, et les élites traditionnelles, malgré leur double jeu pendant le protectorat et l'exil.

## MOULAY HASSAN

Il est, du vivant de son père, le tenant d'une ligne dure contre les opposants au régime. Désigné prince héritier avant même que son père ne prenne officiellement le titre de roi, c'est lui qui, en tant que chef des FAR, réprime les soulèvements du Rif de 1957 et 1958, avec le précieux soutien de Mohamed Oufkir. C'est lui aussi qui insistera pour que soit démis le gouvernement Ibrahim. A la chute de ce dernier, il devient vice-président du Conseil, tout en ayant la haute main sur les affaires du royaume. Dès cette période, il est l'ennemi numéro 1 de la gauche marocaine.

## ABDELLAH IBRAHIM

Nommé président du conseil en décembre 1958, ce syndicaliste chevronné de l'UMT est aussi, en 1959, un des membres fondateurs de l'UNFP. Son gouvernement survit tant bien que mal pendant 16 mois, malgré les attaques dont il est la cible. Moulay Hassan, Mahjoubi Aherdane et Allal El Fassi réunis auront finalement raison de lui. En 1975, Abdellah Ibrahim refusera de suivre Abderrahim Bouabid qui créait l'USFP. Jusqu'à sa mort en 2005, il restera fidèle au parti de ses premières amours, l'UNFP, qui existe toujours, mais dont personne ne parle plus.

## MEHDI BEN BARKA

Fils prodigue de l'indépendance marocaine et ancien professeur de Moulay Hassan, il est, en 1956, l'un des plus jeunes leaders de l'Istiqlal. Elu à la tête du premier embryon de parlement marocain, l'Assemblée nationale consultative, il est aussi l'un des principaux soutiens du gouvernement Ibrahim. A la chute de ce dernier, il prend le chemin de l'exil et entre dans une guerre larvée avec le régime. Il disparaît en 1965, dans les circonstances mystérieuses que l'on sait...

## ABDELKRIM EL KHATIB

Premier chirurgien marocain (1951), El Khatib est aussi une grande figure de la résistance au protectorat. Après avoir largement contribué à la création de l'Armée de libération, il fonde le Mouvement populaire en 1959. Il connaîtra son heure de gloire en présidant le premier vrai Parlement marocain, de 1963 à la déclaration de l'état d'exception en 1965. En 1967, il crée le Mouvement populaire constitutionnel démocratique avant de lancer le PJD en 1996. Toute sa vie durant, et particulièrement pendant les années de l'indépendance, le Dr El Khatib a incarné la composante monarchiste et islamisante du nationalisme marocain.

## ALLAL EL FASSI

Fondateur et idéologue de l'Istiqlal, il est, avec Mohammed Ben Youssef, le grand héros de l'indépendance. De retour d'exil en 1956 (au Gabon de 1937 à 1946, puis au Caire), il n'a de cesse de lutter pour l'hégémonie de son parti sur la scène politique marocaine. Il s'oppose à la création de l'UNFP en 1959 et voit d'un mauvais œil la montée en puissance de Mehdi Ben Barka. Jusqu'à sa mort en 1974, Allal El Fassi, formé à l'université Qaraouiyine de Fès, est le fer de lance monarchiste et panarabe du nationalisme marocain.

## ABDERRAHIM BOUABID

Tout puissant ministre des Finances du gouvernement Mbarek Bekkaï au lendemain de l'indépendance, il est la cheville ouvrière du gouvernement Abdellah Ibrahim. Père d'une réforme agraire contestée, son échec sonne le glas, pour quarante ans, de la gauche gouvernementale marocaine. Abderrahim Bouabid est aussi le vrai père de l'USFP (1975), dont il restera premier secrétaire jusqu'à sa mort en 1992, après avoir adoubé ses deux successeurs, Abderrahmane Youssoufi et Mohamed Elyazghi.

## MOHAMED BASRI

Militant de la première heure, celui qu'on appelle "Fqih" a, parmi les premiers, pris les armes contre l'occupant français. Il est également l'un des stratèges de l'Armée de libération et on le soupçonne d'avoir soutenu Abbas Messaâdi dans ses revendications d'autonomie pour le Rif. En 1959, il participe à la création de l'UNFP, dont il dirige le journal, *Attahrir* (Abderrahmane Youssoufi est alors son rédacteur en chef). Irréductible maquisard, Mohamed Basri a été plusieurs fois condamné à mort par contumace, sous le protectorat, puis sous le règne de Hassan II. Il est décédé en 2003. ■

Mohammed V

Moulay Hassan

Ibrahim

Ben Barka

El Khatib

El Fassi

Bouabid

Basri

## VERBATIM

# Dans le texte (et le contexte)

Les premières années de l'indépendance ont assurément été une période à part dans l'histoire du royaume, du moins sans commune mesure avec les moments que nous vivons aujourd'hui. A l'époque, pas de langue de bois, ou si peu. En témoignent ces textes virulents, émanant des principaux artisans de cette fameuse "espérance brisée". Ils sont l'illustration de la violence des combats politiques qui opposaient les pères de l'indépendance.*

### Istiqlal et UNFP, les frères ennemis

"... Les principes du parti de l'Istiqlal qui sont la foi en l'islam, la fidélité à la patrie et l'attachement au roi, ces principes pour lesquels nous avons tous consenti tant de sacrifices et auxquels nous demeurons attachés à jamais, sont aujourd'hui menacés par des éléments anarchiques et destructeurs..."

***Appel de Allal El Fassi contre la scission de l'UNFP, 26 janvier 1959.***

"... [Les signataires du présent Manifeste] affirment que les organisations politiques dans leur forme actuelle sont viciées et inadaptées à l'éducation et à l'entraînement des masses dans des tâches constructives et qu'elles constituent un instrument de division et même un paravent pour la défense ou l'acquisition de positions personnelles, quand elles ne favorisent pas l'intervention étrangère ou ne servent pas des intérêts sordides inavouables..."

***Manifeste du congrès constitutif de l'UNFP, 6 septembre 1959.***

### Le MP contre l'Istiqlal et l'UNFP

"... Le MP ne peut rester passif devant les perfides tentatives et les ferments de sédition qui ressortent des activités des perturbateurs qui s'efforcent de troubler le climat politique. Il propose à SM le Roi de démettre un gouvernement qui, par son parti pris et sa collusion avec une certaine organisation, a prouvé qu'il semait le trouble dans les esprits..."

"... Le MP considère que le meilleur gage de stabilité et de sécurité, dans les circonstances critiques que nous traversons, est de confier la charge des affaires de l'Etat à SA le Prince héritier, auquel nous souhaitons succès et réussite...".

***Motions adoptées par le MP, le 4 janvier 1960.***

### Au lendemain du renvoi de Abdellah Ibrahim

"Nous nous trouvons en face d'une autre conception, celle d'un régime théocratique et féodal, qui tendrait à maintenir ou ressusciter les structures médiévales de la société traditionnelle marocaine pour conserver d'anciens privilèges et contrecarrer le processus d'évolution et de progrès. Cette conception est celle d'une minorité féodale terrienne, mercantile ou religieuse..."

***Mehdi Ben Barka, Le Monde, 28 mai 1960.***

"L'expérience que nous vivons actuellement au Maroc n'est pas une démocratie, mais un régime fasciste que quelques-uns veulent nous imposer".

***Abderrahim Bouabid, meeting tenu par l'UNFP à Rabat le 28 mai 1960.***

* *Ces textes ont été compilés par Claude Palazzoli, dans* Le Maroc politique, de l'indépendance à 1975, *La bibliothèque arabe, Sindbad, 1974.*

DR

**Longévité. Mahjoubi Aherdane, ici en compagnie de Mohammed V, est l'un des rares acteurs de l'indépendance à occuper, aujourd'hui encore, un rôle de premier plan. Il est actuellement président du Mouvement populaire, créé il y a 50 ans.**

ché : elle préfère asseoir l'existant et renoncer à son intégrité territoriale ; elle comprend l'intérêt qu'elle peut tirer d'une France qui a peur de la frange radicale de l'Istiqlal ; et surtout, l'idée s'impose à Mohammed V et Moulay Hassan qu'il faut diviser le mouvement national. Dès avant l'indépendance, le sultan joue ainsi sur l'opposition historique entre le PDI et l'Istiqlal. Le PDI, dirigé par Mohamed Hassan El Ouazzani, est le plus vieux des partis politiques marocains, mais il a peu à peu été vidé de sa substance avec la création, en 1944, de l'Istiqlal, sous l'égide de Allal El Fassi. La monarchie fait plus qu'attiser la rivalité entre les deux partis historiques marocains. Elle soutient ouvertement, par le biais de Moulay Hassan, la création du Mouvement populaire (MP), clairement conçu pour contrer l'hégémonisme de l'Istiqlal.

Le MP naît ainsi de la volonté du docteur Abdelkrim El Khatib et de Mahjoubi Aherdane, alors gouverneur de Rabat. Les deux hommes sont des cadres de l'Armée de libération. Sous couvert de "socialisme islamique", le MP se présente comme le protecteur du monde rural (plus des 3/4 des Marocains), le défenseur du berbérisme, mais il est avant tout un soutien inconditionnel de la monarchie. La réaction de l'Istiqlal à la création de ce parti est à la mesure du danger. Illustrant le risque très bien compris que fait peser le MP sur les nationalistes "historiques", Zakya Daoud et Maâti Monjib relèvent que l'éditorial d'*Al Istiqlal* (organe du parti éponyme, ndlr) du 7 décembre 1957 titre : *"La liberté au profit du peuple, non au service de ses ennemis"*. Les animateurs du nouveau parti semi-clandestin sont interdits de réunion par le gouvernement Bekkaï, dominé par l'Istiqlal. Aherdane proteste lors d'une conférence de presse organisée sur le champ. En fait, explique Monjib, *"c'est le Palais qui est visé par l'hebdomadaire de l'Istiqlal : il a tenté d'utiliser les notables ruraux, au passé plus ou moins honorable, comme force de manœuvre et d'obstruction contre la gauche de l'Istiqlal"*.

Mais le pluralisme politique est d'ores et déjà installé et la création du MP marque l'échec du parti unique. Néanmoins, un événement bien plus important manque de signer l'arrêt de mort de l'Istiqlal : la scission de l'UNFP. Mehdi Ben Barka, leader de cette rupture, reproche à l'Istiqlal de ne plus représenter que les partisans de son secrétaire général, Ahmed Balafrej. Dans un communiqué, il précise les raisons de sa démission des instances du parti : *"Le Comité exécutif actuel a perdu de son crédit au sein des masses populaires à cause du comportement de certains de ses membres, de leur intransigeance et de l'obstination qu'ils ont montrée, soit dans le règlement de la crise gouvernementale, soit dans la préparation du congrès national qui devait avoir lieu le 11 janvier dernier"*. Allal El Fassi ne manque pas de réagir. Pour lui, *"alléguer une prétendue carence à la tête du parti, faire état de "tentatives faites pour résoudre la crise de la direction du parti", sont de faux prétextes pour masquer des intrigues et détourner l'attention de l'opinion publique des conséquences désastreuses de la politique financière actuellement poursuivie"*.

## La chute d'Ibrahim

C'est donc dans le contexte d'un Istiqlal divisé que Mohammed V a confié les clés du gouvernement à Abdellah Ibrahim. Celui-ci forme un cabinet constitué de leaders syndicaux appartenant à la future UNFP. Mais il compte aussi une bonne partie de ministres choisis pour leur fidélité au trône. Le dosage politique effectué par Mohammed V au sein de l'exécutif est ainsi suffisamment ambigu pour que les différents protagonistes aient une marge de manœuvre limitée. La gauche istiqlalienne détient à peine la moitié des postes. Les natio-

AFP

**Rivalité. Le 23 avril 1957, après un séjour diplomatique aux Etats-Unis, Mehdi Ben Barka est accueilli à Casablanca par Allal El Fassi. Le divorce politique entre les deux hommes sera effectif moins de deux ans plus tard.**

LIFE MAGAZINE

**Fidèles.** Hassan II, fraîchement intronisé, est ici entouré (de gauche à droite) de Mohamed Cherraoui, ambassadeur à Paris, Abdekrim El Khatib, Ahmed Reda Guedira, Moulay Ahmed Alaoui, et Abdellatif Filali, tous serviteurs zélés du trône alaouite.

**Abdellah Ibrahim quitte la scène politique en 1959. Jusqu'à sa mort en 2005, il évoquera cette période comme celle des rendez-vous manqués.**

nalistes fidèles au roi contrôlent la Défense, l'Intérieur, l'Education nationale, tandis que la Sûreté nationale reste sous l'autorité directe de Moulay Hassan et de Mohamed Laghzaoui. En réalité, la gauche se contente des responsabilités économiques et sociales, une gageure à un moment où les intérêts terriens (étrangers ou nationaux) sont intacts, interdisant une véritable redistribution foncière.

Très rapidement, ironise Ignace Dalle dans *Les Trois rois* (Fayard, 2004), *"une formule heureuse, qui circule à l'époque, résume parfaitement le gouvernement de Abdellah Ibrahim : "Le ministère Chessman, ou le gouvernement qui ne voulait pas mourir"* (Chessman était un condamné à mort américain très médiatisé, dont l'exécution a été plusieurs fois ratée et repoussée, ndlr)". *"Rarement,* poursuit Dalle, *un cabinet ministériel aura provoqué autant de réactions négatives, subi autant de camouflets, ou avalé autant de couleuvres !"*. Mais c'est l'économie qui aura raison du gouvernement Ibrahim. Les plans biennal (1957-1958), puis quinquennal (1960-1964) mis en place par Bouabid n'ont pas dans l'immédiat l'effet escompté. En fait, résume Pierre Vermeren, *"la tentative de modernisation économique et sociale provoque trop de mécontentements pour être impunément conduite. Les conservateurs sont unanimes à la combattre, en particulier le prince héritier qui devient leur chef, et trouve un appui inattendu auprès de l'Istiqlal. Le hizb, effrayé par la dérive socialiste de l'UNFP, finit par oublier son adversaire principal, le Palais"* (*Histoire du Maroc depuis l'indépendance, La découverte*, 2002).

C'est pourtant au moment où le gouvernement Ibrahim reprend du poil de la bête que Mohammed V décide de limoger son président du Conseil. Le 8 mai 1960, l'UNFP a en effet remporté la majorité des voix aux élections des chambres de commerce, faisant la preuve de son succès parmi les petits commerçants. Depuis quelques mois, Ibrahim se montre plus offensif en essayant de reprendre le contrôle de la police et de l'armée. Mais le 20 mai, à une semaine des

DR

**Souvenirs.** L'ancien Premier ministre, Abderrahmane Youssoufi, tient entre les mains la biographie d'un de ses compagnons de route, Saïd Hajji, pionnier du nationalisme et du journalisme marocains, mort en 1942, à l'âge de 30 ans.

LIFE MAGAZINE

**Succession. En février 1961, Moulay Hassan, prince héritier précoce, prend la relève de Mohammed V, décédé après seulement cinq années de règne effectif.**

premières élections générales du royaume, il est convoqué par Mohammed V qui lui dit en substance : *"Je n'ai rien à vous reprocher, mais je vous demande de partir, je veux assumer moi-même la charge gouvernementale"*. Abdellah Ibrahim n'a d'autre choix que de se plier à la volonté du souverain. Il quitte, amer, la scène politique, et jusqu'à sa mort en 2005, il évoquera cette période comme celle des rendez-vous manqués. Ben Barka qui est alors déjà en exil parle, lui, *"d'un coup d'Etat qui a somme toute permis de clarifier la situation"*.

## Hassan II sort de l'ombre

La chute de Abdellah Ibrahim est aussi la victoire de Moulay Hassan, ce prince avide de régner. Dès 1956, à la tête des FAR, il est sur le devant de la scène. En juillet 1957, avant même que son père ne prenne officiellement le titre de roi, il est intronisé prince héritier. La même année, c'est lui qui réprime le soulèvement du Rif. Et les nationalistes ne s'y trompent pas quand ils voient en Moulay Hassan leur principal adversaire. D'ailleurs, dans l'ombre, il ne cesse de réclamer à son père qu'il se sépare de son gouvernement de gauche. En décembre 1959, un premier complot contre le prince est déjoué. Un intrus armé est retrouvé dans le jardin de sa résidence et avoue être mandaté par des dirigeants de l'UNFP et de l'Union marocaine des travailleurs (UMT). Moulay Hassan réclame le renvoi du gouvernement, mais Mohammed V préfère temporiser. Fqih Mohamed Basri et Abderrahmane Youssoufi sont arrêtés. Le vent tourne aussi pour Ben Barka qui, l'ANC dissoute, se retrouve sans responsabilité, et menacé par le raidissement du régime voulu par le prince héritier. Il ne semble avoir d'autre choix que l'exil.

C'est donc à une semaine des premières élections générales du Maroc indépendant que Mohammed V renvoie le gouvernement Ibrahim. Le roi forme un cabinet qu'il préside lui-même. Dans les faits, c'est le prince héritier qui a la haute main sur les affaires courantes. Il est le véritable président du Conseil. La mort accidentelle de Mohammed V en février 1961 ne fait qu'officialiser une passation de pouvoir déjà effective. Avec la disparition du sultan de l'indépendance s'envolent les derniers espoirs de la gauche marocaine. La période de vaches maigres durera quarante ans, jusqu'à la nomination, fin 1997, d'un second gouvernement de gauche dirigé par Abderrahmane Youssoufi. Les mêmes espoirs fleuriront... suivis des mêmes désillusions. ■

## PLUS LOIN

# Le silence et l'oubli

Un cinquantenaire se fête, mais un mauvais souvenir doit bien vite s'oublier. C'est là l'impossible équation de la gauche gouvernementale marocaine. La déjà vieille héritière de l'UNFP – la bien nommée USFP – a préféré passer sous silence son cinquantième anniversaire. Au programme des festivités, une seule exposition au théâtre Mohammed V de Rabat à partir du 6 septembre, mais aucune déclaration des grands pontes du parti. Les caciques de l'USFP ont oublié de se souvenir, comme ils ont oublié d'exister. Recroquevillé sur ses acquis sonnants et trébuchants, mesurés en portefeuilles et en maroquins, le parti historique de la gauche n'a pas seulement renoncé à ses idéaux fondateurs. Pendant 10 ans, l'USFP s'est fourvoyée dans les dédales du gouvernement, échouant aux portes du vrai pouvoir, sur les dalles d'un Palais royal toujours aussi hermétique. De méandres en circonvolutions, l'USFP dure ainsi dans un gouvernement qui lui échappe à chaque élection un peu plus.

Mais un jour, c'est sûr, le parti de la rose se retrouvera du mauvais côté de la porte, sans l'avoir choisi, et sans même savoir pourquoi. Un jour, en somme, plus rien ne distinguera l'USFP du MP, exclu en une nuit du gouvernement El Fassi. Les éléphants socialistes convertis en rentiers couleront alors une retraite paisible, les jeunes loups continueront de hurler à la mort, mais la chance sera passée de conquérir le vrai pouvoir, celui de façonner le Maroc et de peser sur nos destinées communes. Alors peut-être on enterrera Youssoufi et on ressuscitera Ibrahim. On mesurera le vrai combat des pères de l'UNFP à l'aune de la capitulation que fut, quarante ans plus tard, l'allégeance sans condition de l'USFP. Et, sur la tombe de l'USFP, on oubliera enfin de se taire, on oubliera d'oublier, on reprendra le film là où il s'est arrêté, au premier rendez-vous manqué, il y a maintenant cinquante ans.

Car le gouvernement Ibrahim n'a pas été, loin s'en faut, un succès. Sa chute a au contraire ouvert la voie à un gouvernement présidé par Mohammed V, à une semaine des premières élections de l'histoire du royaume. En seize mois, de décembre 1958 à mai 1960, s'est joué, en condensé, le même scénario que celui de l'alternance : la gauche a accédé au pouvoir grâce aux calculs du monarque dans un contexte de crise économique et de risques politiques anticipés. De bonne foi, elle a accepté un compromis historique, mais a été bien mal récompensée les deux fois : chassée du gouvernement en 1960, voici en 2009 la gauche gouvernementale en débandade, larguée sur sa droite par un Istiqlal plus nationaliste que jamais, dépassée sur sa gauche par des islamistes qui lui ont chipé le discours social, et désormais vidée de son essence progressiste par le PAM, cet objet politique non identifié. L'USFP en est réduite à singer ses vainqueurs : plus royaliste que l'Istiqlal, elle dragues le PJD et renifle le PAM. *"Quand la table est desservie, il faut savoir se retirer"*, chantait un certain. L'USFP en a encore le temps. D'un mot (rupture) et d'un geste (partir), la gauche peut se réconcilier avec elle même et avec son passé, enfin combler ses silences, comprendre ses oublis et peut-être rattraper le temps perdu sur le sinueux chemin de la grande politique. ■

**SOULEÏMAN BENCHEIKH**